

24 mars 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision américaine NBC lors de l'enregistrement de l'émission "Meet the press", notamment sur les négociations Est- Ouest, les problèmes de l'Amérique centrale, le retrait des forces du Liban, Washington, samedi 24 mars 1984.

QUESTION.- Monsieur le Président, un officiel américain, s'entretenant avec nos reporters après votre entretien avec le président Reagan a dit que vous-même et le président Reagan étiez d'accord pour dire qu'aucune concession ne devrait être donnée aux soviétiques pour les ramener aux négociations sur les armes nucléaires. Est-ce que nous pourrions avoir vos commentaires à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- On ne réussit jamais une négociation si l'on ne fait pas de concession. Il en faut donc, mais il faut qu'elles soient réciproques, et dans l'état présent des choses on ne sait pas encore sur quoi pourraient porter des concessions mutuelles. Il faut donc partir d'une position forte, ferme, sérieuse et ouverte au dialogue.

- QUESTION.- Donc vous êtes d'accord avec le président pour dire qu'aucune concession ne devrait être accordée pour les ramener à la table de négociation ?

- LE PRESIDENT.- Je répète qu'il faut avoir l'esprit ouvert à des concessions possibles, mais pour l'instant comme on ne sait pas sur quoi les faire porter, l'essentiel c'est de dire que l'on est prêt à parler.

- QUESTION.- Les Soviétiques ont laissé entendre que les Etats-Unis devraient faire un geste de bonne foi tel que de renoncer à l'utilisation de la force ou de ratifier le traité sur les tests armes nucléaires souterraines. Est-ce le type de concession qui ne devrait pas être faite ou bien un geste qui pourrait être utile ?

- LE PRESIDENT.- Ce ne sont pas des concessions si les Russes de leur côté font en même temps un autre geste. Il faut bien amorcer un retour à la discussion, mais il ne faut rien faire d'unilatéral.

- QUESTION.- Etes-vous en faveur d'un geste des Etats-Unis dans ce sens ?

- LE PRESIDENT.- Comment voulez-vous dire ? Les Russes ont à l'heure actuelle à consentir à l'Occident un certain nombre de mesures qui sont très attendues. Eux aussi doivent faire ce geste. Je ne suis pas en mesure de vous dire lequel, puisque nous sommes encore dans une période disons assez dure, en tout cas de silence mutuel ou ce qui revient au même, de paroles stéréotypées. On ne sait pas encore où l'on veut aller mais cependant moi je suis de ceux qui pensent que le dialogue peut s'amorcer dans un certain nombre de mois.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez de dire que vous croyez qu'il était possible de reprendre un dialogue d'ici quelques mois, qu'est-ce qui vous donne cette impression ?

- LE PRESIDENT.- D'abord nous avons dépassé la phase cruciale. Avant l'installation des premières Pershing `fusées` en Allemagne de l'Ouest `RFA`, tout pouvait être redouté. Les Soviétiques dans leur façon de riposter ont limité leur effort. Ils ont rompu ou interrompu les négociations mais pas toutes les négociations, et il est évident que désormais pour l'Union

soviétique comme pour les Etats-Unis d'Amérique, pour l'Est comme pour l'Ouest. L'intérêt mutuel c'est de finir par parler. Donc c'est le bon sens, c'est la logique, et c'est l'intérêt.

- QUESTION.- Mais vous n'avez rien de spécifique, vous n'avez pas d'engagement de leur part si ce n'est que ces impressions générales concernant la logique ?

- LE PRESIDENT.- C'est une impression, mais le rôle de responsable politique c'est d'avoir d'abord des intuitions et ensuite d'analyser les faits et je pense que c'est dans ce sens que les choses iront.\

QUESTION.- Avez-vous une assurance que vous allez vous rendre en Union soviétique et si oui quand et quel type d'assurance ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas dire cela. Je pense que j'aurai l'occasion d'aller en Union soviétique et à Moscou parce que c'est normal dans les relations franco - soviétiques et que si cela ne s'est pas encore produit c'est parce que la situation générale et les positions que la France a prises ne l'ont pas permis, indépendamment du fait que certaines attitudes de l'Union soviétique avaient compliqué les choses. Mais il faut bien que deux grands pays finissent par débattre dans la dignité, et dans le respect mutuel. C'est ce que je me suis efforcé de faire pour ce qui touche la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la France naturellement est l'un des rares pays dans le monde qui ait une force de frappe nucléaire. Croyez-vous que le moment soit venu pour engager la France à ne pas s'engager à utiliser une arme nucléaire, la première, en cas de guerre ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que cela n'est pas conforme à la stratégie française. Tantôt l'une, tantôt l'autre des deux plus grandes puissances a fait cette proposition, mais jamais au même moment. Pour un pays comme le mien dont la force nucléaire est loin naturellement d'égaliser celle de l'Union soviétique et celle des Etats-Unis d'Amérique, le problème stratégique est posé de telle sorte que nous ne pouvons pas, nous, disposer du moindre temps pour une surprise éventuelle, il faut donc être prêts à tout moment et donc je réponds négativement à votre question.\

QUESTION.- Les discussions croissantes sur la possibilité pour l'Europe de se fier à la force européenne militaire nous amènent donc à la question de se fier aux forces nucléaires françaises. La France serait-elle prête à utiliser ses armes nucléaires pour défendre l'Allemagne de l'Ouest `RFA` en cas d'invasion ?

- LE PRESIDENT.- La définition que j'ai toujours proposée, comme mes prédécesseurs, est celle-ci : la France ne pourrait se servir de son arme qui est défensive et dissuasive. Il n'est naturellement pas question d'avoir une attitude offensive en tout domaine, mais surtout dans ce domaine qui entrainerait la vie ou la mort de millions d'hommes. Mais la décision française concerne notre intégrité nationale. A quoi nous ajoutons cette formule "et les intérêts vitaux de la France". Mais cette notion d'intérêts vitaux est à la disposition du seul chef de l'Etat français, car les autres doivent pouvoir vivre dans l'intertitude quant à nos décisions.

- Quant à intervenir pour défendre l'Europe, non. Pour participer vivement, à l'Alliance `Alliance atlantique` dans laquelle nous sommes, oui, mais la capacité autonome nucléaire de la France ne peut pas servir à tout.\

QUESTION.- Monsieur le Président nous avons entendu que la France arrêterait de fournir le Nicaragua en armement. Pouvez-vous nous dire si ceci peut présager un mouvement de la part des socialistes et des démocrates sociaux vers une plus grande critique du régime sandiniste ?

- LE PRESIDENT.- Mais nous avons notre esprit critique à l'égard de tout le monde, à l'égard de chacun, à l'égard des Etats-Unis d'Amérique par exemple. Ca arrive. A l'égard du Nicaragua certainement, et c'est normal. Notre esprit d'analyse et de jugement doit rester entier. Nous n'approuvons pas tout ce qui se fait au Nicaragua. Nous pensons simplement que par -rapport à l'origine des troubles qui se déroulent en Amérique centrale, il faudrait, il aurait fallu aller plus loin et penser que c'était la misère, l'oppression, les oligarchies économiques qui étaient la cause des désordres et c'est à ça qu'il faut s'attaquer. Alors vous dites l'armement du Nicaragua par la France .. Soyons raisonnables, nous avons une fois fourni des hélicoptères et un certain nombre d'équipements, mais nous n'avons pas procédé à l'armement du Nicaragua.\

QUESTION - Pourriez-vous nous donner une idée de la teneur de vos conversations avec le

QUESTION.- POUVEZ-VOUS NOUS DONNER UNE IDÉE DE LA TENUE DE VOS CONVERSATIONS AVEC LE PRÉSIDENT REAGAN CONCERNANT L'AMÉRIQUE CENTRALE PUISQU'IL Y A UNE TRÈS GRANDE DIFFÉRENCE D'OPINION ENTRE VOUS-MÊME ET LE PRÉSIDENT REAGAN À CE SUJET ?

- LE PRÉSIDENT.- Quand il y a des différences d'opinion, cela donne encore plus d'intérêt aux conversations. Je viens de le dire dans ma première réponse : nous ne faisons pas la même analyse sur l'origine des révolutions et des mouvements de libération qui se produisent en Amérique latine et particulièrement en Amérique centrale. Nous nous souvenons qu'au XIX^{ème} siècle nos pays d'Europe ont fait la même chose. Ils ont voulu se libérer, et ils ont voulu se débarrasser des puissances économiques et financières, nées avec le début de l'ère industrielle, qui écrasaient les plus faibles.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comme vous le savez, il y a une grande différence entre être informé ou consulté. Avez-vous été informé ou consulté lorsque le président Reagan a décidé de retirer ses marines de Beyrouth ?

- LE PRÉSIDENT.- Nous sommes en relations constantes pendant toute la période précédente. Quant à l'acte précis qui consiste à dire "je retire mes troupes", au moment où j'ai été informé, je n'avais plus le temps de réagir. C'était une information intéressante, mais pas très utile.

- QUESTION.- Vous avez été étonné, n'est-ce pas ?

- LE PRÉSIDENT.- Non. Non parce que les conversations ou communications précédentes ne me laissaient pas de doute sur l'issue. Je ne connaissais pas exactement le moment.

- QUESTION.- Maintenant que plus de 300 Français et Américains ont été tués à Beyrouth et que toutes les forces ont été retirées, qu'est-ce que l'on a accompli ?

- LE PRÉSIDENT.- Toutes les forces n'ont pas encore été retirées puisqu'il reste le détachement français, mais il est en effet en voie de départ.

- QUESTION.- Donc on les retire ?

- LE PRÉSIDENT.- On les retire, mais en accord avec le gouvernement libanais et avec l'ensemble des fractions représentatives de l'opinion libanaise, c'est-à-dire ceux qui se combattent à l'heure actuelle à Beyrouth, et nous partons en accord avec tous. D'ailleurs tous souhaiteraient que nous restions.\

QUESTION.- Mais qu'est-ce que la force multinationale a réalisé ?

- LE PRÉSIDENT.- Je comprends ce que vous voulez me dire. Pour ce qui concerne la France, car nous avons toujours gardé le commandement de notre force à l'intérieur de la force dite multinationale, nous avons d'abord servi à nous interposer entre les forces israéliennes qui occupaient Beyrouth-est et qui bombardaient Beyrouth-ouest, ça c'était déjà au début, et nous avons permis le départ, avec l'accord du gouvernement israélien, d'environ 4000 palestiniens qui ont pu quitter cette ville terriblement bombardée, dans la dignité, et la vie sauve - première opération. Deuxième opération : nos soldats ont pu établir une zone de relative tranquillité et sont venus au secours des populations. A ce moment-là c'était fini, nous sommes partis. Par malheur, quelques jours après ça a été le massacre de Sabra et de Chatila et le gouvernement libanais et toutes les fractions politiques et religieuses du Liban nous ont demandé de revenir. Nous sommes revenus et nous avons participé à plusieurs actions très importantes : le retrait des palestiniens de Tripoli, il n'y a pas si longtemps, et de M. Arafat, ramenés par la flotte grecque mais sous la protection de sécurité militaire française. Nous avons procédé à l'échange de prisonniers entre les israéliens et encore 3500 palestiniens à la demande des uns et des autres, et je crois pouvoir dire que les soldats français ont été considérés et sont considérés aujourd'hui comme un garant, disons, de calme et de discussions au Liban. C'est dans les postes français que se sont négociés tout récemment les quelques accords de trêve entre les factions concurrentes. Bref, je crois que nous avons été très utiles, la preuve en est que la population libanaise dans son ensemble, musulmans et chrétiens, redoute notre départ. Voilà, ce n'est pas naturellement tout ce qu'on aurait souhaité puisque l'on aurait souhaité que ce pays fût plus libre et plus indépendant aujourd'hui qu'il ne l'était hier.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous dites que l'Occident devrait aider les nations latino-américaines telles que le Salvador ou le Nicaragua à se diriger vers la démocratie, la prospérité, le contrôle de leurs propres affaires. Le président Reagan pense que nous le faisons en soutenant le

gouvernement anticommuniste du Salvador et les rebelles anticommunistes du Nicaragua.

Pensez-vous que la politique américaine vers ces deux nations est interventionniste ?

- LE PRESIDENT.- Pour moi ça n'a pas beaucoup de sens un gouvernement anticommuniste. Si c'est leur programme, ce n'est pas très sérieux. Ce sont dans ce cas-là des gouvernements qui expriment des intérêts de classe ou des intérêts d'une minorité de privilégiés, et ce sont des gouvernements dangereux pour la démocratie. La démocratie, avec ces gouvernements-là, n'existe pas en Amérique centrale. Voilà ce que je pense, et je pense qu'il n'y a pas de raison de les soutenir, au contraire. Encore faut-il naturellement veiller à ce que ceux qui pourraient les remplacer ne substituent pas une dictature à une autre.

- QUESTION.- Est-ce que vous considérez que la politique américaine au Salvador et aux alentours du Nicaragua représente une intervention qui risque d'avoir des résultats négatifs ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je ne vais pas passer mon temps à analyser la politique américaine, je veux simplement dire que ce serait très dangereux et très fâcheux qu'une intervention militaire pût s'étendre en Amérique latine et en Amérique centrale. Je pense qu'il doit y avoir des moyens plus subtils et plus utiles d'agir mais, naturellement je sais que la situation actuelle s'est aggravée, c'est vrai - parce que ces gens-là s'adressent à qui pour pouvoir résister ? Ils s'adressent à Cuba et à travers Cuba à l'Union soviétique -, c'est-à-dire que peu à peu le conflit est - ouest pénètre dans cette région, ce qui n'était pas absolument la meilleure façon de régler le problème. Donc je pense que les Etats-Unis d'Amérique se trouvent devant un vrai problème et je ne pense pas que ce soit l'intervention directe généralisée qui puisse être une bonne réponse.

QUESTION.- Monsieur le Président, on se préoccupe beaucoup dans ce pays du retrait éventuel des Allemands qui sortiraient de l'Alliance. Est-ce que cette préoccupation est partagée par la France, et si oui que fait la France pour maintenir les Allemands en Europe et dans l'Alliance atlantique ?

- LE PRESIDENT.- Les Allemands, leur gouvernement est très démocratique et très attaché aux valeurs de l'Occident. L'opinion allemande, majorité - opposition, est à 80 % et même peut-être plus attachée aux mêmes valeurs. Simplement l'Allemagne a des problèmes particuliers qu'il faut comprendre. 40 ans ou presque après la fin de la 2ème guerre mondiale elle n'a pas retrouvé exactement tous ses attributs de grande puissance souveraine, notamment sur le plan militaire et d'autre part l'Allemagne a été coupée en deux, c'est une déchirure dramatique ressentie profondément par tous les Allemands. Il est normal de ce fait que les Allemands aient cette préoccupation qui les distingue des autres pays : c'est ce qui explique certaines choses.

- QUESTION.- Est-ce que vous essayez de faire quelque chose pour les aider, s'assurer que, en ce qui concerne leurs problèmes avec l'Est ils ne sont pas balayés par un vent de passion nationaliste ?

- LE PRESIDENT.- Nous faisons en effet beaucoup, d'abord en resserrant notre amitié - les relations franco - allemandes sont les meilleures -. Nous avons aussi procédé à des conversations de caractère militaire sur la sécurité, non pas sur les problèmes atomiques ou nucléaires, mais sur beaucoup d'autres -plans. Nous avons un très bon accord économique à l'intérieur de la Communauté économique européenne `CEE`, et je suis allé moi-même devant le Bundestag, c'est-à-dire le parlement allemand, pour leur dire ce que je pensais des conditions de sécurité dans l'Occident, c'est-à-dire de mêler en effet la fermeté et la souplesse pour parvenir à empêcher la guerre.

QUESTION.- Monsieur le Président, les six membres originels du Marché commun `CEE`, suivant apparemment la direction française, doivent avoir des réunions, sans la Grande-Bretagne, pour discuter du problème actuel des finances communautaires `proposition d'une conférence européenne des Six`. Pensez-vous que cette tactique arrivera à faire pression sur Mme Thatcher pour qu'elle laisse tomber ses objections et qu'elle arrive à un accord raisonnable ?

- LE PRESIDENT.- Je ne demande pas qu'on se réunisse sans la Grande-Bretagne. Je demande simplement que les pays qui veulent que la construction européenne réussisse, - peut-être la Grande-Bretagne le veut-elle à sa manière - se concertent, se consultent car si l'on en reste au point où nous en sommes maintenant depuis quelques années, qui n'avance pas recule. C'est un

peu ce qui se produit pour l'Europe des Dix. Il faut donc que nous en revenions à étudier les bases du traité de Rome, qui a fait l'Europe, et qui est constamment contrarié par des exceptions, des dérogations, toute une série de politiques destructrices. Alors naturellement les pays les plus aptes à comprendre ce que je dis sont d'abord les pays fondateurs de l'Europe, l'Europe des Six rappelez-vous £ mais naturellement les quatre autres qui sont venus après sont les bienvenus, s'ils le veulent, surtout la Grande-Bretagne qui a quelque peine à s'insérer dans la politique générale de l'Europe, enfin de la Communauté je veux dire.\

QUESTION.- L'Europe continue à être prise par la récession et la montée du chômage à une époque où les Etats-Unis sont en train d'avoir une reprise économique, est-ce que vous craignez que l'Europe continue à prendre du retard par rapport aux Etats-Unis et ne soit plongée dans une situation irréparable ?

- LE PRESIDENT.- L'Europe n'est pas en retard sur tous les plans par rapport aux Etats-Unis d'Amérique, heureusement. Mais c'est vrai que la reprise, commençant aux Etats-Unis d'Amérique, connaîtra un certain délai avant de gagner du terrain dans les pays d'Europe occidentale. Mais cela commence à se voir. On me dira : mais c'est parce que ça marche mieux aux Etats-Unis d'Amérique, mais les Etats-Unis d'Amérique c'est un très grand pays, qui a des ressources considérables, un peuple travailleur et imaginatif. Mais je dois dire, pour être tout à fait exact, qu'un certain nombre de mesures de politique économique aux Etats-Unis d'Amérique ont quelquefois freiné le développement de l'Europe. Cela est vrai de la politique budgétaire, cela est vrai de la politique des taux d'intérêt de l'argent, cela est vrai d'un certain nombre de discussions, et, disons, des formidables fluctuations du dollar. J'ai dit à diverses reprises que le problème de la hauteur du dollar, enfin de la fluctuation en haut ou en bas, ce n'était pas le plus important. Ce qui est important c'est qu'il y a constamment des fluctuations. Il est difficile de mener des économies européennes dans ces conditions.\

QUESTION.- Une question très brève monsieur le Président, quel est le plus grand danger auquel le monde a à faire face aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Là vous me posez une question subite qui m'engage beaucoup. J'allais dire c'est la course aux armements d'abord, et au même titre, la faim dans le monde, c'est-à-dire le décalage entre les pays industriels et les pays du tiers monde. C'est ça les deux grands dangers de guerre et de destruction du monde tel que nous le connaissons.\